2016-2017

DOSSIER DE RÉPONSE À L'APPEL À PROJETS DE LA MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME PARIS NORD

Faire la ville : le rôle des collectifs autonomes dans l'invention d'un nouvel « encommun »

La responsabilité du projet est assurée conjointement par un enseignant-chercheur et par un acteur / initiateur de collectifs (lui-même impliqué dans un travail de recherche)

Responsable scientifique n°1:

Nom, prénom : NICOLAS-LE STRAT Pascal

Statut : Professeur des universités, responsable du laboratoire

Experice – Paris 8

Intitulé de l'équipe ou du laboratoire de Réseau des Fabriques de sociologie et laboratoire Experice /

rattachement : Université Paris 8

Responsable scientifique n° 2

Nom, prénom : BODINEAU Martine

Statut : Praticienne-chercheuse, doctorante en sciences de

l'éducation

Intitulé de l'équipe ou du laboratoire de Réseau des Fabriques de sociologie et laboratoire Experice –

rattachement : Université Paris 8

DURÉE DU PROJET:

24 mois / 2016-2017

DESCRIPTION COURTE DU PROJET:

Le projet vise à co-élaborer un séminaire de recherche avec des « collectifs autonomes » engagés sur les territoires de la Seine-Saint-Denis. Ces collectifs, eux aussi, fabriquent la ville contemporaine. Leurs contributions ne sont pas suffisamment connues et reconnues. Ils sont porteurs d'un nouvel idéal du « commun » et défendent une conception de la ville plus égalitaire et démocratique — une ville qui s'expérimente et s'invente en commun. Ces « collectifs autonomes » sont implantés dans les territoires et

agissent au plus près des expériences de vie. Ils explorent de nouvelles manières de penser et de vivre la ville, une ville faite en commun pour faire commun. Ils se décalent par rapport aux institutions dominantes et explorent des langages, des imaginaires, des pratiques en rupture en regard des normes habituelles de la décision publique et des politiques urbaines. Ces expériences minoritaires sont porteuses d'une riche connaissance de la ville contemporaines et de ses devenirs. Le séminaire a donc pour objectif de co-produire un questionnement avec ces collectifs, de le faire avec eux et pour eux, avec la volonté de faciliter les échanges de savoirs et d'expériences entre ces collectifs, mais aussi de créer les conditions d'une intercompréhension plus égalitaire avec les autres acteurs, plus institutionnels, de la ville.

RESUMÉ ANGLAIS DU PROJET

This research project seeks to co-develop a research seminar with autonomous collectives that are actively involved in the Seine-Saint-Denis area. These collectives are of those actors who build the contemporary city. Their contributions are not enough known and acknowledged.

They are the carriers of a new ideal of the "common" and advocate a more egalitarian and democratic perception of the city – one which is experimenting and inventing itself day by day in the spirit of the "common".

These autonomous collectives are rooted in specific territories and act as closely as possible to the people's life experiences. They explore new ways of thinking and living the city. A city built by the "common".

They also think outside the box compared to mainstream institutions, explore languages, imaginaries and practices breaking with the usual standard of public decision making and urban policies. These minority experiences carry relevant knowledge of the present-day city and its future. Then the seminar's aim is, with the collectives, to coproduce a questioning with them and for them in order to facilitate exchange of knowledge and experience. And also to create a background, making mutual understanding with the city institutional players more egalitarian.

MOTS-CLÉS:

Autonomie - Collectif - Commun - Expérience

AUTRES MEMBRES PARTICIPANT AU PROJET:

Le comité d'animation du projet associe à parité des enseignants-chercheurs et des acteurs / initiateurs de collectifs, eux-mêmes étant impliqués dans des activités de recherche.

Thomas COLLONGES, Formateur/animateur en éducation populaire, conseiller auprès d'équipes et de collectifs

Mickaël CORREIA, journaliste et membre du collectif Jef Klak (« Aller chercher du politique là où il se terre, accueillir de nouveaux langages, se moquer du vrai pour lui préférer l'intense »)

Annelise FAVIER, docteur en anthropologie, spécialisée en Analyse de pratique, réseau des Fabriques de sociologie

David JAMAR, docteur en sociologie, Groupe d'études constructivistes et Centre de recherche Metices, Université Libre de Bruxelles

Fanny LANGLOIS-CHEVRIER, Formatrice animatrice en éducation populaire, sur les questions de rapport de genre et d'autodéfense féministe

Valentin SCHAEPELYNCK, maître de conférences, laboratoire Experice Paris 8, théoricien et praticien de l'analyse institutionnelle, réseau des Fabriques de sociologie

Myriam SUCHET, maître de conférences, directrice du Centre d'études québécoises, Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3

a) LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX :

Notre projet propose d'associer des chercheurs et des acteurs / initiateurs de « collectifs autonomes » dans une réflexion commune sur la façon de faire la ville, dans ses dimensions politique, sensible, sociale ou encore esthétique, hors des cadres strictement institués par les politiques publiques urbaines. De nombreuses initiatives collectives sont prises sur les territoires de la Seine-Saint-Denis qui contribuent significativement au développement d'un « en-commun », mais ces différentes expérimentations sont insuffisamment connues et reconnues. Elles représentent un des « textes cachés » de la ville, pour reprendre une formulation de James C. Scott (La domination et les arts de la résistance - Fragments du discours subalterne, 2008). Ces collectifs autonomes créent des espaces d'activité et de réflexion à l'abri ou à distance des « textes officiels », à savoir les expertises portées par les institutions et les règles / normes inhérentes à l'intervention publique (les référentiels de politique publique). Ces espaces protégés autorisent une relative liberté discursive et contribuent à une créativité des pratiques. Ce sont à la fois des espaces de résistance et des espaces d'innovation. Ces expérimentations sont diverses quant à leur objet et quant à leurs méthodes mais elles convergent dans un souci de préserver une autonomie. Cette dernière ne signifie nullement que ces collectifs ont rompu toute relation avec les institutions établies ; par contre leur autonomie revendiquée leur permet d'interagir avec les décideurs publics dans des termes inhabituels, selon un texte qui n'est pas écrit d'avance. Cette dynamique autonome présente sur les territoires « perturbe » les formes instituées de la délégation politique, quasiment au sens interactionniste du terme (cf. Harold Garfinkel et sa pratique du breaching). Cet art de « faire distance » dans le rapport aux institutions pour, souvent, interagir d'autant mieux avec elles, sera une des questions majeures à explorer dans notre projet.

À titre d'exemple (et uniquement d'exemple car un des objectifs du projet est de repérer et de rencontrer ces collectifs. Ce travail d'identification est donc à réaliser), nous pouvons présenter le collectif YA+K, principalement composé d'architectes et paysagistes, installé à Bagnolet dans des locaux mis à disposition par la municipalité en contrepartie de l'implication du collectif dans les activités du Centre social. YA+K travaille actuellement à redonner vie, avec les habitants concernés, à une « dalle » au pied des immeubles d'habitation, une dalle délaissée depuis de nombreuses années et, pour l'instant, sans usages réellement appropriés collectivement. [Une relation de travail est dès à présent engagée par Sylvain Picard avec ce collectif]. Nous pouvons évoquer aussi le collectif A2CPA (Pour un collège coopératif et polytechnique à Aubervilliers) réunissant un ensemble d'acteurs de l'éducation qui, dans la perspective de l'ouverture d'un nouveau collège à Aubervilliers en 2017, essaie d'en penser la pédagogie, le fonctionnement et l'architecture afin qu'il soit conçu comme un lieu de formation et d'éducation avec et pour les élèves. [Une prise de contact est en cours par Pascal Nicolas-Le Strat]. Enfin, comme troisième exemple, nous citerons le collectif « Je kiffe Saint-Denis » qui s'appuie sur l'expérience vécue des habitants pour élaborer une expertise citoyenne en vue de la création d'une maison de quartier et pour penser les espaces publics [Martine Bodineau et des acteurs des Fabriques de sociologie dionysiennes sont en contact avec le collectif]. Notre projet poursuit trois pistes de questionnement.

a) La première porte sur la façon dont ces collectifs parviennent à faire commun. En prenant quelles dispositions ? En instaurant quels dispositifs ? Qu'est-ce que ces collectifs mutualisent ? Des pratiques, des idées et des idéaux, des savoir-faire ? Comment ces ressources communes sont-elle administrées ? Au fond, il s'agit de s'interroger sur le modèle démocratique mis en œuvre dans le cadre des ces expériences, tout à la fois pour organiser la prise de parole et la décision et pour structurer l'activité.

b) Notre deuxième piste de questionnement concerne l'écologie spécifique à ce type d'expérience. Comment ces collectifs interagissent-ils avec leur territoire d'implantation ou d'appartenance ? Comment se rapportent-ils à leur environnement (le quartier, les institutions, les autres acteurs collectifs) ? Comment se nouent les liens de voisinage et de convivialité ? Comment se négocient les relations avec les institutions actives dans le territoire concerné ? Cette écologie est donc à réfléchir sur l'ensemble des échelles de la ville. c) Enfin, notre troisième piste de questionnement porte sur la capacité ou non de ces collectifs à se rapporter les uns aux autres et à établir entre eux des liens horizontaux (latéraux et transversaux). Si des effets réseaux peuvent être caractérisés, alors qu'est-ce qui circule entre ces expériences ? De la reconnaissance et de la considération, que les décideurs publics n'accordent pas spontanément, des savoirs et savoir-faire « autres », alternatifs à ceux véhiculés par les institutions, des imaginaires (de la ville) et des langages en décalage ou en rupture avec les représentations majoritaires ou dominantes ? Qu'est-ce qui s'échange ? Des solidarités (coups de main, soutien, alliance vis-à-vis des institutions), des expertises (dans une logique *open source* et une sensibilité *makers*), des ressources matérielles (prêt de machines et d'outils, appui bénévole lors d'une initiative) ?

La finalité principale de notre projet est bien de contribuer à un effort d'interconnaissance de ces expériences, souvent peu connues et peu reconnues et, ainsi, de participer à l'écriture d'un autre « texte » de la ville contemporaine.

b) LA PROBLÉMATIQUE :

Notre projet relève principalement d'une sociologie du pouvoir d'agir et d'un agir qui s'affirme par l'élaboration et l'instauration de « communs ».

Nous formulons l'hypothèse que la ville peut (aussi) se penser, se vivre et se fabriquer sous la forme d'un « travail du commun », à savoir la capacité des collectifs de citoyens et d'habitants à agir en commun dans une visée de transformation de leurs conditions de vie et à co-concevoir les « communs » indispensables à leur vivre ensemble. Ces ressources communes sont de nature très différente ; elles peuvent concerner des biens communs de la connaissance (réseaux d'échange de savoirs), des modes de socialité (voisinage, solidarité de proximité, expérience de santé communautaire), des ateliers collaboratifs (fabrication en *open source*, réparation), des espaces et des lieux propices aux rencontres et aux échanges, facilitant la vie démocratique.

Les politiques publiques ont multiplié les modes d'agir sur / avec les individus (contrat et projet d'insertion, démarche participative qui sollicite fréquemment le citoyen pris isolément...) et sur / avec les territoires (développement social local, démocratie de quartier...) mais fort peu sur / avec les acteurs collectifs des territoires, les expérimentations qu'ils engagent et les « communs » qu'ils font exister. La densité vécue et expérimentée de la ville est trop souvent l'impensé de ces politiques. Ce qui fait trame, tissage, texture de la ville (sa matrice collective) est insuffisamment pris en compte et valorisé.

Comme le souligne David Bollier (*La renaissance des communs – Pour une société de coopération et de partage*, 2014), un commun, c'est une ressource, plus une communauté (ce que nous nommons, dans notre projet, des collectifs autonomes), plus un projet démocratique pour instituer ce commun et l'administrer. Penser la ville dans les termes du commun, c'est donc imaginer de nouvelles pratiques démocratiques qui recouvrent deux dynamiques : d'une part, un processus qui nous engage dans la voie d'une démocratie participative avec la possibilité pour chacun de prendre la parole à propos de ses conditions d'existence et de toute question qui le concerne (Les personnes prennent part au débat public à partir de ce qu'elles vivent, de ce qu'elles ressentent et de ce qu'elles pensent) ; d'autre part, un processus qui nous conduit vers une démocratie contributive qui s'appuie sur la volonté de chacun de s'exprimer à partir de ce qu'il expérimente, crée et produit avec d'autres au sein de la ville (Les personnes prennent part au débat public sur la base des expérimentations qu'elles développent, sur la base de leur contribution à la vie commune, que cette contribution soit de nature sociale, esthétique, urbaine, environnementale, conviviale, éducative...). Cette démocratie participative préserve l'expression singulière que chacun porte en lui, à la fois sur un mode individuel et sur un mode collectif (une démocratie des singularités de vie et d'activité) ; cette démocratie

contributive assure la prise en considération des expérimentations développées au sein de la ville (une démocratie des projets et des expériences, des communautés de pratiques et d'usages).

L'hypothèse forte qui sous-tend notre projet est que cette fabrication de la ville sous le signe du « commun » est dès à présent engagée, même si ces processus sont méconnus (par les décideurs publics) et insuffisamment considérés. De nombreux collectifs sont au travail sur ce plan ; ils expérimentent et explorent des possibles, malgré l'indifférence ou la méfiance qu'ils rencontrent bien souvent. Notre objectif est donc de contribuer à expliciter, documenter et valoriser ces processus et de le faire évidemment en étroite coopération avec les collectifs concernés.

Enfin, la dynamique de ces collectifs autonomes ouvre une nouvelle hypothèse concernant l'engagement critique dans la ville. Il ne relève plus uniquement d'une mobilisation des citoyens autour de revendications et d'aspirations adressées aux institutions établies. Cet engagement critique prend de plus en plus souvent la voie d'une expérimentation, d'un « faire », d'une réalisation – une critique par le faire (cf. Michel Lallement, *L'âge du faire – Hacking, travail, anarchie*, 2015).

Parler d'expérimentation à propos de ces pratiques ne signifie pas que leur destin est de rester ponctuelles, qu'elles demeureront forcément exceptionnelles et qu'elles ont donc vocation à faire exemple sans s'inscrire dans la durée ni structurer la vie sociale. L'expérimentation peut tout à fait s'instituer comme la manière commune de penser et fabriquer la ville. Il s'agit là d'un objectif majeur du séminaire conclusif que nous prévoyons dans notre proposition.

c) L'INSCRIPTION DU PROJET DANS LE CHAMP SCIENTIFIQUE :

Notre projet s'inscrit résolument dans les débats scientifiques contemporains sur les biens communs et la construction des nouveaux « communs ». Pascal Nicolas-Le Strat a terminé l'écriture d'un livre *Le travail du commun* (à paraître en janvier 2016) où il discute de manière approfondie les thèses de Negri & Hard (par exemple dans leur livre *Commonwealth*, Stock, 2012) et de Dardot & Laval (*Commun – Essai sur la révolution au XXIe siècle*, La Découverte, 2014). Se reporter à ce propos à la notice de Pascal Nicolas-Le Strat, ci-après, Partie C du dossier. Sylvain Picard dialogue lui aussi avec ces auteurs et met à l'épreuve leurs thèses sur le terrain des expériences collectives et des expérimentations autonomes (cf., par exemple, sa recension de l'ouvrage de Dardot & Laval).

Dans ce débat scientifique sur l'émergence de nouveaux « communs », nous retenons trois hypothèses fortes :

- La production de ressources communes et de biens communs est indissociable de leur administration démocratique, d'où l'importance pour nous d'explorer les expériences contemporaines de démocratie radicale et de micro-politiques émancipatrices des groupes (cf. David Vercauteren, *Micropolitiques des groupes Pour une écologie des pratiques collectives*, Les Prairies ordinaires, rééd. 2011). Commun vient nommer des biens et services inappropriables, et donc disponibles pour l'usage de tous dans un cadre démocratiquement établi, et il désigne concomitamment un mode de gouvernalité approprié à cette gestion démocratique. Donc, quand nous nous intéressons aux « collectifs autonomes », nous prenons en compte tout à la fois ce qu'ils produisent de commun (savoirs, langages, imaginaires, fabrications...) et la façon dont ils le constituent en commun (autogestion, égalité, démocratie radicale). Nous profiterons dans notre projet des apports de Valentin Schaepelynck sur les processus d'institutionnalisation, ainsi que ceux d'Annelise Favier sur l'analyse des pratiques.
- Une recherche sur le commun ne peut être conduite, à nos yeux, que sous la forme d'une recherche collaborative (critique et contributive), que sous la forme d'une recherche conçue et conduite « en commun » avec les acteurs concernés. Les analyses et connaissances, les écrits et les paroles qui seront formulées dans notre projet relèveront, eux aussi, d'évidence, d'un commun (ils seront co-produits avec les collectifs et donc librement (re)mobilisables par eux, et par d'autres acteurs). Les recherches sur le commun supposent de formuler une épistémopolitique appropriée. Elle s'alimente à la recherche-action ou, comme le théorise Pascal Nicolas-Le Strat, à la recherche-expérimentation. Nous profiterons dans ce projet des travaux de Myriam Suchet sur l'indisciplinarité.

- Enfin, les recherches sur le commun ne sont pas l'apanage des seuls chercheurs. L'ouvrage récent *Constellations – Trajectoires révolutionnaires du jeune 21e siècle*, du collectif Mauvaise Troupe (éd. de l'éclat, 2014) prouve la haute exigence d'élaboration conceptuelle et méthodologique propre à ces collectifs autonomes dont, souvent, la grande majorité des membres est titulaire d'une qualification universitaire. L'expérience de praticiens-chercheurs, acquise par plusieurs initiateurs de notre projet, sera profitable à la mise en œuvre de cette épistémopolitique fondée sur la coopération et attentive aux pratiques minoritaires. Cette double expérience est partagée particulièrement par Thomas Collonges, Mickaël Correia et Fanny Langlois-Chevrier.

L'apport de notre proposition se joue donc à deux niveaux. D'une part, nous souhaitons explorer comment une approche par le « commun » réinterroge la façon de fabriquer la ville aujourd'hui. D'autre part, nous pensons que des expériences de « communs » sont dés à présent développées grâce à la contribution de nombreux collectifs autonomes. Ces expériences mettent à l'épreuve (de la pratique, des réalités vécues) les thèses et théories du « commun » et sont donc d'un apport essentiel pour le développement de la recherche en ce domaine.

d) LA MÉTHODOLOGIE :

Dans une première phase de ce projet, nous souhaitons aller à la rencontre des collectifs. Ce temps nous permet de découvrir leur quotidien : leur activité, leur environnement, leurs méthodes et outils de travail. Les enjeux de la rencontre sont multiples. Tout d'abord il s'agit d'initier des dynamiques d'interconnaissance qui induisent une confiance mutuelle entre les personnes déjà présentes et les autres, nouvellement arrivantes. Ensuite, ce moment nous semble important pour élaborer une compréhension du terrain dans lequel nous nous immergeons. Appréhendé du point de vue de son écologie, il est possible d'entrevoir le terrain dans son agencement, dans sa configuration afin de le caractériser tel un site de problématisation. Les questions s'élaborent alors de l'intérieur, au contact de l'activité, au sein même des expérimentations en cours.

Une fois que la rencontre sera opérée nous pourrons entrer dans la deuxième phase de la recherche. Nous nous mettrons au travail à partir des questions que posent ces collectifs, avec une exigence : l'utilité réciproque des investigations. Nous envisagerons alors, avec les acteurs et actrices, des méthodologies propres aux fonctionnements et aux activités des différents collectifs.

Notre méthodologie se caractérise par quatre points :

- Porter une attention aux processus à l'œuvre, s'attacher à comprendre les situations dans le moment présent mais aussi dans leurs devenirs.
- Inventer des dispositifs permettant de rendre apparentes les activités tout en invitant à la bienveillance réciproque car ces outils exposent toutes les parties prenantes.
- Permettre à chaque personne concernée par la recherche d'y prendre part, de la définition des objectifs et méthodologies jusqu'à la coproduction des savoirs.
- Être dans une démarche écosophique qui modifie les rapports de soi à soi, de soi aux autres et de soi à l'environnement.

Nous souhaitons finir cette exploration par l'organisation d'un séminaire de deux jours en octobre 2016 où seront présents les collectifs avec lesquels nous aurons travaillé et tous les membres de notre comité de pilotage. Le premier jour sera consacré à l'exposition et à la confrontation des questions de recherches qui auront émergées durant l'année. Pour la seconde journée nous aimerions approfondir les grandes questions soulevées la veille, en invitant d'autres collectifs, professionnels et acteurs institutionnels pour esquisser les perspectives de travail de l'année suivante.

Au début de l'été 2017, nous envisageons un séminaire international de deux jours afin d'élargir l'interconnaissance des expériences et permettre à des collectifs d'horizons différents d'échanger sur leur

manière de penser, vivre et fabriquer la ville contemporaine.

Les protocoles et les dispositifs méthodologiques de ces séminaires se décaleront de ceux classiquement mis en œuvre dans des colloques universitaires afin de favoriser une réelle dynamique de co-production.

Ces séminaires poursuivront donc deux objectifs. Premièrement, sur le plan de la recherche, il s'agit de mettre au travail les questions que posent et que se posent les collectifs qui vivent et qui transforment la ville. Deuxièmement, nous visons une mise en réseau de ces derniers à travers la découverte réciproque de leurs expérimentations et de la manière dont ils les pensent.

La phase préalable de co-production du questionnement de recherche associera 6 à 8 collectifs ; les temps de séminaire permettront d'élargir les contributions avec l'invitation d'autres collectifs et acteurs de la ville (professionnels et institutionnels).

e) LA PLUS-VALUE SCIENTIFIQUE ATTENDUE DU SOUTIEN DE LA MSH PARIS NORD :

De par son caractère scientifique, la Maison des Sciences de l'Homme Paris Nord apporte la distance et la neutralité indispensables pour un travail avec des collectifs autonomes soucieux de leur indépendance et toujours inquiets du risque de « récupération ». De par son implantation au cœur des territoires qui intéressent notre projet, elle représente une institution de proximité, en familiarité, en un mot une institution que nous pensons accueillante pour les acteurs collectifs avec lesquels nous allons échanger. Par ailleurs, la Maison des Sciences de l'Homme permettra d'ouvrir nos échanges et discussions à d'autres acteurs du territoire, à d'autres chercheurs et à d'autres professionnels de la ville. Nous comptons sur cet effet réseau pour dynamiser les dynamiques d'échanges qui sont au cœur de notre proposition.

Enfin, nous inscrivons (pour la deuxième année) notre réflexion dans une perspective internationale. L'apport de la MSH sera sur ce plan tout à fait important. La dimension internationale est déjà significativement présente dans le comité d'animation du projet avec la participation de Myriam Suchet, responsable du Centre d'études québécoises, de David Jamar, bon connaisseur des expériences collectives de Bruxelles et, enfin, d'Annelise Favier, familière des réalités catalanes (en particulier Tarragona). L'inscription de notre projet à la MSH renforcera ces apports.

f) LES DIMENSIONS INTER-INSTITUTIONNELLES, INTERDISCIPLINAIRES ET INTERNATIONALES DU PROJET :

Notre projet associe des chercheurs et des acteurs / initiateurs de collectifs. La dimension « inter » ou hybride est donc constitutive de notre démarche. Nous choisirons des collectifs qui agissent sur des terrains suffisamment variés pour que nous bénéficions d'un panorama assez large des expériences existantes. Ces dynamiques autonomes croisent donc de nombreux lieux, institutions et réseaux d'acteurs.

Le séminaire prévu en 2016 favorisera les dimensions inter-lieux et inter-collectifs car il a pour objectif principal une meilleure intercompréhension de ces expériences. Le séminaire envisagé pour 2017 renforcera cette confrontation des pratiques à partir d'une mise en perspective internationale.